

ARRÊTÉ DCPAT 2025 – n° 368 portant abrogation des
arrêtés préfectoraux du 21 juillet 2022 et 07 février 2024

Société DEVILLE ASC à BAUGÉ-EN-ANJOU (49150)
Installation de fabrication de pièces automobiles avec opérations de
traitement de surface et application de vernis et peinture

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 09 avril 2019, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2565 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006 relatif aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2000-n°709 délivré le 02 octobre 2000 à la société DEVILLE ASC pour l'exploitation d'un établissement de fabrication de pièces automobiles avec opérations de traitement de surface et application de vernis et peinture, situé ZI de Beauregard, sur la commune de Baugé-en-Anjou (49150) ;

VU l'article 1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2022-n°205 du 21 juillet 2022 mettant en demeure l'exploitant, dans un délai de six mois, de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

VU l'article 1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2024-n°13 du 07 février 2024 rendant redevable l'exploitant d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction de l'article 1 de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2024 susvisé, relatif au confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2025-36 du 22 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, Secrétaire général de la préfecture ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 avril 2022 ayant conduit à la proposition de mise en demeure ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, établi suite à la visite du 15 novembre 2023, transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 décembre 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, ayant conduit à la proposition d'astreinte administrative ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement, transmis par courrier à l'exploitant en date du 21 octobre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 07 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- le bassin de confinement a fait l'objet de plusieurs modifications depuis 2022 pour se conformer aux exigences réglementaires en matière de rétention des eaux d'extinction et des eaux pluviales ;
- les travaux réalisés, en coordination avec la mairie, ont permis à l'exploitant de disposer d'un volume de rétention suffisant pour les eaux d'extinction ;

CONSIDÉRANT que le retour à la conformité a été justifié le 12 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que les travaux à échéances non maîtrisées par l'exploitant se sont terminées en septembre 2025 et ont permis d'éliminer le besoin complémentaire de capacité de confinement ;

CONSIDÉRANT que ces constats permettent de suspendre l'application des dispositions réglementaires rappelées par l'arrêté préfectoral d'astreinte du 07 février 2024 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – L'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 mettant en demeure la société DEVILLE ASC et l'arrêté préfectoral du 07 février 2024 la rendant redevable d'une astreinte administrative journalière sont abrogés.

ARTICLE 2 – En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera notifié à la société DEVILLE ASC et sera publié sur le site internet de la Préfecture pour une durée minimale de deux mois.

Une copie en sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de SAUMUR, Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques d'ANGERS, Monsieur le Maire de la commune de BAUGÉ-EN-ANJOU et Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **31 OCT. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Emmanuel LE ROY